



Pour citer cette notice :

**Lacroix, Thomas, 2025**, "Société transnationale". MobiDic, Dictionnaire critique des Mobilités. Accès: <https://doi.org/10.60582/geomob11>

## **Société transnationale**

Thomas Lacroix  
Directeur de recherche CNRS  
Centre de Recherches Internationales de Sciences Po

La société transnationale est composée de l'ensemble des acteurs et organisations privés dont les activités, mobilités et connexions transcendent les frontières. Le terme lui-même fut utilisé par Raymond Aron pour rendre compte des acteurs non étatiques (entreprises, touristes, commerce, associations, etc.) et de leurs mobilités dans le jeu des relations internationales (Aron, 1962). La notion a connu un regain d'intérêt depuis les années 1980, à l'époque où les chercheurs s'efforcent d'expliquer la croissance de la circulation et des échanges portés par les diasporas, les sociétés civiles transnationales ou encore les élites mondialisées. Il en ressort une multiplicité de lectures de ce qu'est une société transnationale, soit comme un continuum social unifié par la mondialisation des références et modes de consommation, soit au contraire comme un ensemble d'acteurs spécifiques, peu nombreux, mais très actifs à l'échelle internationale. Au-delà de ces divergences, la notion de société transnationale et son existence-même soulèvent la question de ses rapports avec les États. Assiste-t-on à l'émergence d'un État transnational en vue de réguler cette société qui se déploie au-delà des frontières ?

### **La société transnationale : approches multidisciplinaires ?**

Il n'y a pas de consensus parmi les chercheurs sur ce qu'est une société transnationale. On trouve deux approches distinctes dans la littérature. Les tenants d'une conception extensive de la société transnationale voient celle-ci comme résultant de la formation d'un ensemble culturel international, un système de références et de valeurs communes forgées par la consommation de biens marchands et symboliques mondialisés. La société transnationale est alors envisagée comme une société hétérogène qui englobe l'humanité dans son ensemble. Par opposition, les tenants d'une acception restreinte limitent les acteurs de la société transnationale à une frange de personnes qui circulent ou sont parties prenantes de mobilisations collectives transnationales telles que les migrants, les commerçants internationaux ou les militants engagés dans des organisations internationales.

Parmi les tenants d'une approche extensive, Arjun Appadurai (1996) est l'un des premiers à proposer un cadrage conceptuel de la société transnationale. Selon l'anthropologue, on peut distinguer cinq types de circulations (« *scapes* ») : les « *ethnoscapes* » ou flux de personnes à la recherche d'une vie meilleure (migrants) ou simples visiteurs (touristes) ; les *technoscapes*, ou flux technologiques qui transforment les façons de produire et consommer ; les « *idéoscapes* » ou flux idéels portés soit par de simples conversations sur les réseaux sociaux ou par des organisations complexes dotées par un agenda politique, culturel ou religieux ; les « *financescapes* » ou flux financiers générés par les marchés de capitaux ; enfin, les « *médiascapes* », flux médiatiques véhiculés par la télévision, les journaux et aujourd'hui par Internet. Arjun Appadurai conçoit donc la société transnationale comme le produit d'un ensemble hétérogène de mobilités (de personnes, d'argent, d'idée, d'information ou techniques) qui, pris ensemble, concourent à produire un référentiel commun qui traverse les frontières. Pour le sociologue Abram de Swaan (2022), l'expansion mondiale de ce système de flux a été rendue possible par la diffusion d'un modèle d'éducation promouvant l'apprentissage d'un répertoire de connaissances partagées comme les mathématiques ou l'anglais. Ses travaux montrent que les grandes organisations internationales (UNESCO, Banque Mondiale) ont promu un modèle scolaire qui partage les mêmes fondamentaux. En d'autres termes, la société transnationale est la résultante d'un ensemble de flux qui produisent localement les mêmes effets culturels en raison d'une infrastructure éducative mondialisée.

Toutefois, pour ces auteurs, cette circulation généralisée de flux mondiaux n'a pas mené à la formation d'un système culturel uniforme. Pour Abram de Swaan, la société transnationale se compose d'un ensemble de sous-systèmes hiérarchisés de langues périphériques, nationales, continentales et une langue mondiale, l'anglais. L'anthropologue Ulf Hannerz critique l'idée d'une réception homogène des flux mondiaux. Selon lui, ces biens matériels et symboliques sont transformés par leur circulation et leur adaptation aux contextes locaux : il parle de créolisation pour qualifier le processus d'intégration des flux dans les appareils culturels locaux (Hannerz, 1992). Les significations véhiculées par les biens circulant s'entrecroisent avec des références locales pour produire de nouvelles significations émergentes. La société transnationale apparaît dès lors comme une constellation de cultures localisées et unifiées par un jeu complexe de circulations et intégrées par un même système d'intercompréhension.

Prenant le contrepied de cette approche extensive de la société transnationale, un autre courant de recherche s'est intéressé moins aux flux eux-mêmes et à leur réception qu'aux acteurs de cette circulation. Prolongeant la perspective marxiste, le sociologue Leslie Sklair (2012) analyse l'émergence d'une classe capitaliste transnationale, un ensemble hétérogène au sein duquel quatre sous-groupes peuvent être identifiés : les dirigeants d'entreprises multinationales et leurs collaborateurs ; les dirigeants de la sphère médiatique ; une communauté d'experts ou bureaucrates internationaux qui façonnent les politiques à l'échelle internationale ; et une élite politique et professionnelle qui fait le lien entre cette gouvernance internationale et leur mise en œuvre au niveau national.

D'autres chercheurs ont porté le regard sur les liens et pratiques transnationales produits par les migrants. En France, le géographe Gildas Simon met en évidence l'extension de champs migratoires, produits par les circulations de biens, d'argent ou de personnes entre pays de départ et d'arrivée (Simon, 1981). Aux États-Unis, les anthropologues Nina Glick Schiller, Cristina Szanton Blanc et Linda Basch définissent le transnationalisme migratoire comme le processus par lequel les migrants entretiennent une diversité de liens entre deux ou plusieurs pays (Basch, Glick Schiller et Szanton Blanc, 1994). L'envoi d'argent aux familles, la construction d'une maison ou un investissement lucratif, des actions philanthropiques individuelles ou collectives, ou encore les transferts d'idées, de valeurs, de comportements sont autant d'exemples de pratiques transnationales abordés par la littérature. Ces auteurs permettent donc de penser la société transnationale comme un entrelacs de réseaux migratoires transfrontaliers et des circulations matérielles et immatérielles qu'ils suscitent. Les plus structurés et les plus pérennes de ces champs sociaux forment des diasporas qui perdurent par-delà les générations (Tölölyan, 2018). Les raisons de cette pérennité peuvent être multiples : la mémoire d'un événement traumatique, la reproduction de pratiques commerçantes ou la poursuite d'un objectif politique sont autant de motifs qui peuvent souder un collectif par-delà le temps et les frontières (Cohen, 1997).

Enfin, d'autres chercheurs abordent la société transnationale par le filtre de la société civile et des militants qui travaillent par-delà les frontières (Price, 2003). Elle a émergé à la faveur de problématiques partagées qui dépassent le cadre des États. Elle inclut essentiellement des organisations non gouvernementales, fondations privées, centres de recherche, etc. qui se mobilisent pour la promotion du droit international, du développement économique ou la protection des libertés et droits civils. Les mouvements altermondialistes de Seattle en 1999 ou Porto Alegre en 2005 ont mis en évidence l'existence de mouvements sociaux plus informels, des réseaux d'activistes altermondialistes qui se font et se défont au grès de l'agenda international de manière décentralisée (Della Porta, 2008). Plus paradoxalement, les mouvements nationalistes ont eux-mêmes généré une classe de militants transnationaux. Les réseaux d'exilés politiques se mobilisent par-delà les frontières pour soutenir un projet de construction national (Anderson, 1992) ou, dans le cas de l'islamisme radical, transnational (Kastoryano, 2007).

Qu'ils se focalisent sur les élites globalisées, les pratiques transfrontalières des migrants ou les militants de mobilisations internationales, ces travaux contribuent à délimiter la notion de société transnationale à un ensemble de populations dont l'engagement dépasse le cadre national. Ils dessinent un ensemble plus restreint dont les membres ne sont plus les simples consommateurs passifs de biens et services que l'on fait circuler pour eux, mais des acteurs mêmes de cette circulation. Ces travaux dessinent donc une approche plus restrictive de la société transnationale. Celle-ci serait le produit de groupes d'acteurs eux-mêmes très mobiles et qui génèrent un ensemble diversifié de réseaux et de flux dépassant les frontières. En ce sens, la société transnationale apparaît comme un ensemble de champs sociaux générateurs de mobilités matérielles et immatérielles. Ils se démarquent d'une approche extensive qui considère au contraire que ces mobilités

sont premières et qu'elles font office de principes de production de socialité transnationale.

## **Repenser le couple État / Société transnationale**

Au-delà de leurs différences, ces travaux mettent en évidence des phénomènes sociaux qui sortent du cadre des États-nations. Ils contribuent ainsi à un courant de recherche qui remet en question le nationalisme méthodologique inhérent à la constitution des sciences sociales (Wimmer et Glick Schiller, 2003). Pour autant, la question de l'État et du rôle qu'il joue dans ses dynamiques n'a pas été écartée. Pendant longtemps, les chercheurs ont vu dans l'émergence d'une société transnationale une menace pour les constructions nationales, soit parce que le nationalisme à longue distance des groupes dissidents nourrit les séparatismes (Anderson, 1992), soit parce que les migrants et membres de diasporas investis dans la sphère transnationale font montre d'appartenances multiples qui sapent l'allégeance au pays d'installation (Heisler et Heisler, 1986), soit enfin parce que le capitalisme mondialisé se développe contre les intérêts nationaux.

Des recherches reviennent sur cette opposition et s'intéressent à la façon dont les États s'adaptent à l'émergence d'une société transnationale en se transnationalisant eux-mêmes. Pour autant, un débat oppose les chercheurs quant aux principes moteurs de cette transnationalisation. Pour William Robinson, c'est le capitalisme globalisé qui a engendré la formation d'un État transnational dont l'objectif est de défendre les intérêts de la classe dirigeante transnationale. Cet État serait une entité composite faite d'organisations internationales, *think tanks*, groupements d'intérêts, acteurs nationaux, dont le but serait d'élaborer et transcrire dans les législations nationales les dispositions facilitant les échanges capitalistiques. Il y a, pour cet auteur, un État transnational composite et multiscalair. À l'inverse, d'autres auteurs abordent cette notion comme une transnationalisation des États-Nations. Abram de Swaan (2022) avait envisagé la possibilité d'une extension transnationale de l'État providence pour prévenir l'afflux de migration. Cette hypothèse a été partiellement réalisée par le biais de la multiplication de programmes associant gestion des migrations et développement des régions de départ. Pour Thomas Faist (2018), c'est plutôt l'inverse que l'on observe : l'essor d'une société transnationale aurait accompagné le démantèlement de l'État providence. Le retrait de l'État ferait en partie porter la charge de la protection sociale sur les organisations de migrants, que ce soit dans les pays d'origine par le truchement des remises migratoires, ou dans les pays d'accueil par la protection et les salaires au rabais accordés à la main-d'œuvre immigrée (a fortiori lorsqu'elle est clandestine). Thomas Lacroix voit l'essor de l'État transnational contemporain comme l'effet paradoxal d'un tournant souverainiste (Lacroix, 2024). La volonté des pouvoirs publics de contrôler les flux et pratiques transnationales selon leurs intérêts incite la plupart des États à intervenir au-delà de leurs frontières, que ce soit pour empêcher les migrants considérés comme indésirables de venir, ou pour contrôler la dissidence politique au sein de leurs diasporas.

Au-delà de leurs divergences, deux lectures de la formation de l'État transnational se dégagent de cet état de l'art. Pour les premiers, il procède du soutien à la mobilité capitaliste commerciale ou financière. Pour les autres, il résulte de la volonté de filtrer les circulations migratoires (monétaires, de compétence, etc.) en fonction de leurs intérêts. Ces deux lectures se complètent et dessinent l'émergence d'un appareil bureaucratique en réponse à une société transnationale composite.

## **La société transnationale : controverses et limites d'un concept**

Inscription transnationale des mouvements nationalistes, conséquence de la globalisation du capitalisme, évolution de l'État providence ou paradoxe du souverainisme, la transnationalisation de l'État, comme la société transnationale, peuvent prendre différentes formes et être abordées sous différents angles. Cette multiplicité des approches constitue l'une des limites de ce concept. Les recherches ont abordé la société transnationale (et au-delà l'État transnational) par une entrée spécifique (son économie, sa société civile ou ses champs sociaux transnationaux), et non comme un ensemble qui fait système. Cet émiettement des approches peut conduire à considérer la société transnationale comme une notion fourre-tout. Et ce d'autant plus que le concept de société transnationale a quelque chose d'oxymorique tant notre compréhension de la société est associée à celle de l'État.

La notion de société transnationale a été portée par l'observation des circulations humaines et des biens symboliques. L'étude des mobilités est au cœur de la problématique de la transnationalisation de la société. Le changement climatique et le déploiement de ce que d'aucuns appellent l'Anthropocène invitent à repenser ce questionnement. La prise de conscience d'un enjeu qui affecte l'humanité dans son ensemble sera-t-elle le moteur d'un nouvel âge de la société transnationale ? L'espace a jusqu'ici été vu comme un contenant des phénomènes transnationaux. Le changement climatique nous appelle à repenser le rôle de la matérialité physique de l'espace dans la production du transnationalisme.

## **Bibliographie**

- Anderson B., 1992, « Long-distance nationalism: World Capitalism and the Rise of Identity Politics », dans *The spectre of comparisons: Nationalism, Southeast Asia and the world*, Amsterdam, Centre for Asian Studies Amsterdam (The Wertheim Lecture 1992), p. 74-88.
- Appadurai A., 1996, *Modernity at large: cultural dimensions of globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Aron R., 1962, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy.
- Basch L., Glick Schiller N. et Szanton Blanc C., 1994, *Nations unbound. Transnational projects, postcolonial predicaments and deterritorialized nation states*, New-York, Gordon and Breach.
- Cohen R., 1997, *The global diaspora: An introduction*, Londres, UCL Presse.

- De Swaan A., 2022, *La Société transnationale: Langues, cultures et politiques*, Paris, Seuil.
- Della Porta D., 2008, « L’altermondialisme et la recherche sur les mouvements sociaux. Quelques réflexions », *Cultures & Conflits*, n° 70, p. 13-31.
- Faist T., 2018, *The Transnationalized Social Question: Migration and the Politics of Social Inequalities in the Twenty-First Century*, Oxford, Oxford University Press.
- Hannerz U., 1992, *Cultural complexity: studies in the organisation of meaning*, New York, Columbia University Press.
- Heisler B.S. et Heisler M.O., 1986, « From foreign workers to settlers? Transnational migration and the emergence of new minorities », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n° 485, vol. 1, p. 9-166.
- Lacroix T., 2024, *L’État sans frontières: Comment les migrations transforment l’État*, Lyon, ENS Éditions, coll. « Sociétés, Espaces, Temps ».
- Price R., 2003, « Transnational Civil Society and Advocacy in World Politics », *World Politics*, n° 55, vol. 4, p. 579-606.
- Simon G., 1981, « Réflexions sur la notion de champ migratoire international », *Hommes et Terres du Nord*, (Numéro spécial), p. 85-89.
- Sklair L., 2012, *Transnational capitalist class*, Wiley Online Library.
- Tölölyan K., 2018, « Diaspora Studies. Past, Present and Promises », dans R. Cohen et C. Fisher, *Routledge Handbook of Diaspora Studies*, Abingdon, New York, Routledge, coll. « Routledge International Handbooks », p. 22-30.
- Wimmer A. et Glick Schiller N., 2003, « Methodological Nationalism, the Social Sciences and the study of Migration: An Essay in Historical Epistemology », *International Migration Review*, n° 37, vol. 3, p. 576-610.